



Réunion de haut niveau sur les réponses à la crise économique mondiale et à la crise mondiale de l'emploi (14 juin 2010)

Synthèse des débats des tables rondes

Deux tables rondes de haut niveau ont été organisées lors d'une séance spéciale de la 99^e session de la Conférence internationale du Travail, consacrée aux réponses à la crise économique mondiale et à la crise mondiale de l'emploi. Cette séance était présidée par Gilles de Robien (France), Président de la Conférence internationale du Travail.

Allocutions liminaires

Le Président a rappelé qu'un an auparavant très exactement, à l'occasion du Sommet de l'OIT sur la crise mondiale de l'emploi, neuf chefs d'Etat et de gouvernement venus de tous les continents et de hauts responsables du monde patronal et syndical ont analysé lucidement et sans concession la situation à laquelle le monde était confronté. Ils ont témoigné de l'impact de la crise sur l'économie réelle et le monde du travail et entendu des appels en faveur d'une mondialisation mieux maîtrisée et d'une véritable prise en compte de sa dimension sociale.

En présentant à la Conférence son rapport intitulé *Placer la reprise et la croissance sous le signe du travail décent*, le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a souligné à juste titre que le dialogue social et le tripartisme sont mis à rude épreuve, d'une part, en raison des menaces que la crise de l'endettement fait peser sur l'emploi et les salaires et, d'autre part, à cause de la tendance de tous les pays à s'engager dans des politiques de restrictions budgétaires, ce qui ralentit encore une reprise déjà faible. Le Directeur général a invité la Conférence à assumer ses responsabilités et à «trouver des solutions viables fondées sur l'équilibre et le dialogue, notre marque de fabrique». L'Organisation n'a pas démérité; n'ayant cessé de s'affirmer davantage encore et de la façon la plus visible qui soit comme la «conscience sociale de l'humanité», selon les termes employés par le Président du Mozambique, M. Guebuza, lors du sommet de 2009.

Le Président a rappelé que, à l'ouverture de la Conférence, il avait invité les Membres à faire preuve d'audace. Il leur a demandé d'y ajouter la confiance et de se tourner vers l'avenir, forts des résultats obtenus dans le cadre du Sommet du G20, dont les travaux ont largement bénéficié de l'apport de l'OIT. Le communiqué du Sommet de Pittsburgh de 2009, dans lequel les chefs d'Etat et de gouvernement déclarent: «Nous convenons que cette période de crise ne peut servir d'excuse pour méconnaître ou affaiblir les normes du travail internationalement reconnues» porte bien l'empreinte de l'OIT.

Telle est en substance la «feuille de route» de l'OIT; c'est ainsi que l'Organisation doit nourrir les débats et les décisions de la communauté internationale. Elle doit réfléchir à la manière d'asseoir des politiques d'emploi audacieuses en s'appuyant sur le Pacte mondial pour l'emploi et sur le volet social des recommandations formulées par les ministres du Travail et de l'Emploi du G20 en avril 2010 à Washington et en tenant compte des particularités de chaque pays. Toutefois, sachant qu'à une crise économique et financière succède toujours une crise sociale, l'OIT doit agir, elle doit anticiper, comme elle a su le faire en maintes occasions.

Les crises nous rappellent que la protection sociale est à la fois un amortisseur social et un stabilisateur économique, à tout le moins dans les pays où une telle protection existe. Il incombe à l'OIT d'inviter à renforcer les dispositifs de protection sociale dans tous les pays, de sorte que les administrations et systèmes de protection sociale ne soient pas asphyxiés lorsque survient la crise. Les crises nous rappellent aussi combien il est nécessaire de coordonner les politiques économiques et sociales, celles arrêtées par les Etats et celles recommandées par les institutions multilatérales. Le Président a rappelé que, au début de la Conférence, la Présidente de la Suisse, M^{me} Leuthard, a souligné la nécessité de pouvoir compter sur des «organisations internationales capables d'empêcher rapidement l'extension des crises» et aux côtés desquelles «l'OIT pourra s'affirmer comme l'un des trois piliers fondamentaux du nouvel ordre économique que sont les finances et le commerce, le monde social et l'environnement». Son propre pays, la France, qui est appelé à prendre prochainement la présidence du G20, est résolu à aborder ces enjeux et ces défis dans l'esprit du dialogue et du tripartisme.

Il a à nouveau insisté sur le caractère moral de la tâche de l'OIT qui, depuis sa fondation, s'est placée au service de l'être humain. Il n'y a pas la crise d'un côté et les populations de l'autre; il y a des hommes et des femmes affectés par les crises et il y a des continents et des nations dont le progrès social et humain est retardé, sinon durablement compromis. C'est là précisément l'enjeu du prochain Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui aura lieu en septembre 2010 à New York.

Les débats de la journée arrivent à point nommé. Le Directeur général du BIT a convié la Conférence à se placer du point de vue de l'économie réelle. Or l'économie réelle ne doit pas être sacrifiée sur l'autel d'une économie virtuelle indifférente à l'être humain. L'économie réelle, ce sont les mandants tripartites de l'OIT, ce sont les participants aux deux tables rondes. Si l'économie réelle se faisait le juge de la mondialisation économique et sociale, elle aurait peut-être à l'esprit le discernement et la sagesse du philosophe français, Pascal, selon lequel: «Il faut savoir douter où il faut, il faut se soumettre où il faut, il faut croire où il faut.»

M. Celso Amorim (ministre des Affaires étrangères, Brésil) a déclaré que l'Agenda du travail décent et les OMD ont de nombreux points communs: ce sont deux initiatives qui s'appuient sur la valeur de l'individu, qui ouvrent la voie à la justice sociale et qui favorisent le développement humain. Le travail décent est essentiel pour réaliser les OMD. En effet, sans revenus, il est impossible de briser le cycle de l'exclusion sociale qui se transmet de génération en génération. Au Brésil, le gouvernement du Président Lula a réaffirmé sa volonté de réaliser les huit OMD en 2012 en renforçant l'économie réelle et en améliorant la justice sociale, ce qui correspond aux objectifs du Pacte mondial pour l'emploi. Les efforts ainsi déployés ont permis de sortir environ 40 millions de personnes de la pauvreté. L'éducation est une autre priorité pour le Brésil et c'est un combat qui a lui aussi été gagné, grâce à la conjugaison de différentes mesures. La scolarisation universelle a été obtenue en subordonnant la fréquentation scolaire à des prestations financières, en proposant des bourses pour des universités privées, ce qui a mis ces établissements à la portée de toutes les catégories de revenus, en soutenant les écoles d'enseignement technique et en favorisant la discrimination positive dans les universités publiques. Les efforts visant à éradiquer le travail des enfants ont produit des effets, mais, comme ce

problème dépasse les frontières du Brésil, la constitution de partenariats avec d'autres pays est en cours. Le programme *Bolsa Família* et d'autres mesures destinées à augmenter les revenus ont renforcé l'économie et amélioré le bien-être de la population en assurant, pour la première fois dans l'histoire du pays, une répartition plus équitable des richesses. Les politiques sociales et les investissements réalisés dans l'économie réelle en place ont atténué les effets de la crise mondiale au Brésil, tout comme les politiques contracycliques et la promotion de partenariats de développement.

Bien avant la crise, le Brésil avait établi des partenariats avec différents pays proches sur les plans culturel et affectif. Il avait renforcé ses relations commerciales avec des pays en développement et, au cours des sept dernières années, avait réduit de 30 pour cent ses échanges avec les pays industrialisés, diminuant ainsi la vulnérabilité de son économie. Cette politique était soutenue par le Président de la Banque mondiale qui s'était félicité du développement du marché intérieur et du commerce Sud-Sud. La création d'emplois avait également été renforcée. Même en 2008, lorsque la crise a frappé, le pays avait créé près d'un million d'emplois dans le secteur formel, ce qui avait fait reculer la pauvreté et avait amélioré la protection sociale.

Le Président Lula a combattu le programme néolibéral de libéralisation, de privatisation et de déréglementation qui a été en vigueur durant de nombreuses années et a affaibli l'Etat. L'OIT a elle aussi encouragé le pays à assouplir sa législation du travail, là encore au détriment d'un Etat fort. Ce n'est pas le marché qui peut à lui seul assurer le bien-être social. Un Etat fort n'est pas un Etat autoritaire, c'est un Etat qui exerce un pouvoir démocratique sur l'ensemble de ses institutions.

Le gouvernement souhaitait que l'OIT joue un rôle au G20, et cela a été le cas. L'OIT est au centre des efforts visant à améliorer la situation économique mondiale; elle se fait le porte-parole de l'économie réelle et doit être présente partout où sont discutées les politiques macroéconomiques.

La prospérité exige à la fois la stabilité politique et le dynamisme économique. Soulignant qu'il est important de mettre en commun les expériences réussies et de redresser les déséquilibres économiques, M. Amorim a pris l'exemple du MERCOSUR et d'autres projets de coopération Sud-Sud qui ont permis d'alléger la souffrance, comme les partenariats du Brésil avec Haïti et la Palestine et un programme de développement trilatéral – IBSA – (Inde, Brésil et Afrique du Sud) visant à renforcer la coopération et les échanges Sud-Sud, qui comporte plus de 30 projets en Afrique, auxquels participent des entreprises pharmaceutiques au Mozambique et des entreprises agroalimentaires en Afrique du Sud. Il mentionne aussi des projets de formation en Afrique lusophone. La coopération Sud-Sud peut être renforcée et c'est pourquoi le Brésil finance des activités de coopération technique en Amérique latine, dans le Timor-Leste et en Afrique. Un accord a été signé avec le Directeur général du BIT, et quatre autres devaient l'être durant la semaine. Toutefois, il ne suffit pas de transférer de l'argent aux pays en développement. Il faut également transmettre des savoirs car ce sont eux qui produisent un effet multiplicateur. C'est par la solidarité que le Brésil lutte contre la pauvreté, prouvant ainsi que l'aide ne doit pas seulement venir de pays riches et confirmant sa volonté de contribuer à la mise en place d'un nouveau paradigme. Il est possible d'adopter une approche horizontale pour le financement de la coopération technique, comme l'a montré le partenariat entre les Etats-Unis, l'OIT et le Brésil pour l'éradication du travail des enfants en Haïti.

Pour instaurer des mesures visant à promouvoir l'égalité, il faut changer les mentalités. Le cas des travailleurs migrants est un exemple. Dans le contexte de la crise mondiale, le Brésil a adopté une loi pour régulariser le statut des travailleurs migrants dans le pays.

Les dernières années ont connu de nombreuses crises, dont l'une des plus graves est la crise alimentaire qui a réduit à la famine un milliard de personnes. Les OMD ne pourront être réalisés que si une nouvelle stratégie est mise en place. Le Brésil est prêt à contribuer à la création d'un nouvel ordre mondial plus démocratique au sein duquel les pays en développement auront un rôle à jouer. Citant le pape Paul VI qui a déclaré que «le développement est le nouveau nom de la paix», l'orateur a affirmé que sans la paix il ne pouvait y avoir de développement durable. La construction et la consolidation de la paix revêtent une importance déterminante. Pour résoudre les conflits, le Brésil a choisi la négociation et la diplomatie. La paix, la coopération et le commerce équitable seront autant de nouveaux noms pour désigner le développement.

Dans un message vidéo enregistré, M^{me} Hilda Solis (Secrétaire d'Etat au Travail, Etats-Unis) a félicité la Conférence pour les travaux réalisés jusqu'ici et s'est dite convaincue qu'elle parviendra à d'autres résultats dans les prochains jours. Résumant les conclusions de la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, qui a eu lieu à Washington en avril 2010, elle a fait observer que les participants avaient considéré que le Pacte mondial pour l'emploi et l'Agenda du travail décent de l'OIT étaient des ressources précieuses pour les gouvernements, à l'heure où ils conçoivent de nouvelles mesures concernant l'emploi et les systèmes de protection sociale. Un consensus a été obtenu sur un grand nombre de recommandations visant à soutenir la reprise et à promouvoir la croissance de l'emploi, lesquelles concernent tous les Etats Membres de l'OIT. Ces conclusions peuvent se résumer comme suit.

- Les mesures de relance doivent se poursuivre et, dans certains cas, s'intensifier.
- La garantie des ressources et des services de formation et d'emploi sont nécessaires, tant que le chômage perdure.
- Dans les pays ayant un fort taux de chômage et des niveaux de pauvreté élevés, les efforts doivent être axés sur la création d'emplois.
- Il faut accorder la priorité aux initiatives visant à promouvoir la croissance de l'emploi et renforcer les systèmes de protection sociale et les politiques actives du marché du travail.
- L'emploi et la réduction de la pauvreté doivent être au cœur des stratégies économiques, aux plans national et mondial.
- Les droits fondamentaux des travailleurs doivent être respectés.
- Il a été demandé à l'OIT de donner, avec la contribution de l'OCDE, une analyse des politiques à adopter pour faire face à la crise et à ses répercussions.

Elle a invité la Conférence à examiner les documents issus de cette réunion, car ils contiennent des informations concrètes sur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné. Avec le Pacte mondial pour l'emploi et l'Agenda du travail décent, ils reflètent la diversité des économies et soulignent la nécessité de travailler ensemble afin d'œuvrer davantage pour le bien-être des citoyens. M^{me} Solis espère que le rapport sera utile aux Membres et aux travaux de la Conférence.

M. Mocanu (Secrétaire d'Etat, ministère du Travail, de la Famille et de la Protection sociale, Roumanie; président de la Commission pour la discussion récurrente sur l'emploi) a déclaré que les débats des tables rondes venaient à point nommé. La crise a eu de graves conséquences et a révélé des dysfonctionnements dans la structure en place et sa capacité de contribuer à la reprise.

Présentant les résultats des travaux de la Commission pour la discussion récurrente sur l'emploi, M. Mocanu a expliqué que le thème de l'emploi productif et décent avait fait l'objet d'un débat intense et animé. Les membres de la commission ont reconnu que la croissance était certes nécessaire mais que les dix dernières années avaient prouvé que ce n'est pas la *quantité* mais la *qualité* de cette croissance qui importait. En outre, les salaires accusent un retard par rapport à la productivité et le lien entre la croissance et la création d'emplois formels s'est affaibli. Reconnaisant que la croissance n'a pas engendré d'emplois, la commission a envisagé le spectre d'une reprise sans emploi.

Les politiques macroéconomiques ont été essentielles pour pallier la faiblesse de la supervision du secteur financier. La crise a rappelé l'importance du rôle de l'Etat dans les économies de marché. Les dépenses budgétaires anticycliques ont été très précieuses, puisqu'elles ont permis de créer ou de préserver plus de 20 millions d'emplois pendant la crise. La commission a noté une tendance préoccupante à l'austérité et l'orateur a mis en garde contre une cessation brutale des plans de relance, qui pourrait précipiter le monde dans la récession. L'objectif de l'emploi devrait être au cœur des efforts de redressement et d'un nouveau modèle de développement. La commission a convenu de la nécessité d'avoir des politiques macroéconomiques qui soient au service de l'économie réelle et préservent les emplois; ces politiques devraient compléter les politiques du marché du travail. Elle a aussi convenu que le recours à la politique macroéconomique pour favoriser des entreprises durables était essentiel pour renforcer le lien entre l'emploi et la croissance. Les conclusions de la commission comportent un appel à la «conception et à la mise en œuvre d'un cadre de politique macroéconomique en faveur de l'emploi, qui favorise la croissance, l'investissement, les entreprises durables, le travail décent, l'employabilité et le développement des capacités et une répartition équitable des revenus, afin de placer le plein emploi productif et le travail décent au centre des politiques économiques et sociales».

Les partenaires sociaux ont un rôle important à jouer pour faire progresser l'objectif d'un cadre macroéconomique axé sur l'emploi. La commission a demandé au Bureau d'améliorer et de coordonner les moyens dont il dispose sur les plans technique et analytique pour évaluer l'impact des politiques macroéconomiques sur l'emploi et de dialoguer avec les institutions financières internationales et d'autres organisations internationales, dans le but de soutenir le développement.

L'OIT, à savoir à la fois le Bureau et l'Organisation, a un rôle à jouer dans la conception des politiques macroéconomiques, parce que les individus et leur bien-être sont au cœur de ces politiques. L'orateur a invité les participants aux tables rondes à donner leurs idées sur ce point.

Table ronde 1: Le Pacte mondial pour l'emploi et la politique macroéconomique

Le modérateur de la première table ronde de la réunion de haut niveau, qui avait pour thème «Le Pacte mondial pour l'emploi et la politique macroéconomique», était M. Simon Long, rédacteur en chef de *The Economist*. Les participants étaient: M^{me} Sandra Polaski, Sous-secrétaire d'Etat adjointe chargée du travail, Etats-Unis; M^{me} Maria Helena André, ministre du Travail et de la Solidarité sociale, Portugal; M^{me} Aisha Abdel Hady, ministre de la Main-d'œuvre et des Migrations, Egypte; M. Carlos Tomada, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Argentine; M. Richard Samans, Directeur général du Forum économique mondial; M. Alberto Nadal, Directeur de la Confédération espagnole des organisations d'employeurs; et M. Guy Ryder, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI).

Le modérateur a souligné l'importance de la discussion compte tenu de l'évolution de l'état d'esprit actuel dans le monde, à l'heure où les banques centrales exigent des stratégies de sortie, des restrictions budgétaires et des mesures pour remédier aux déficits budgétaires. Malgré la faiblesse de la croissance économique dans de nombreux pays, l'accent est mis désormais sur la stabilité financière. Plusieurs questions se posent: existe-t-il un risque de chômage et d'échec de la reprise, si on met fin trop tôt aux mesures de relance? Comment réduire l'endettement sans stopper la reprise économique? Comment faire preuve de responsabilité budgétaire sans entraîner une nouvelle crise ou une récession en double creux? M. Long a ensuite demandé à M^{me} Polaski comment, selon elle, les pays accueilleraient les recommandations formulées à Washington par les ministres du Travail et de l'Emploi du G20, compte tenu de l'évolution actuelle de la situation de l'emploi et du marché du travail ainsi que de la faiblesse de la croissance dans de nombreux pays.

M^{me} Polaski a répondu que les recommandations avaient été élaborées seulement sept semaines auparavant et qu'elles étaient totalement pertinentes. Elles sont remarquables par leur diversité, en ce sens qu'elles abordent des questions concernant les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu, les pays gravement touchés par la crise et ceux qui sont modérément touchés. Elles sont à la fois vastes et circonstanciées, et elles placent l'emploi et la réduction de la pauvreté au cœur de l'élaboration des politiques. Personne ne prétend que les travailleurs ou les pauvres ont causé la crise, mais ce sont eux qui en souffrent le plus. Des réactions politiques et sociales pourraient se produire, à juste titre, si on mettait en place des stratégies de sortie qui causent davantage de chômage ou aggravent la pauvreté et les souffrances.

Dans certains pays, le chômage a atteint un taux sans précédent et sa durée est plus longue que jamais. M^{me} Polaski a insisté sur la nécessité de mettre en place à l'intention des chômeurs des politiques de garantie de ressources et de formation professionnelle, et elle a souligné l'efficacité de programmes tels que les programmes pour l'emploi rural. A moyen terme, l'accent doit être mis sur les régimes de protection sociale, les systèmes de transferts monétaires et d'autres dispositifs de lutte contre l'extrême pauvreté. Il faut instaurer un sentiment de sécurité pour que les pauvres puissent investir dans des outils permettant d'augmenter leur productivité.

En ce qui concerne la qualité des emplois et la répartition des revenus, l'intervenante a déclaré qu'il fallait songer à augmenter le salaire minimum et à améliorer le dialogue social et la négociation collective.

En réponse à une question du modérateur demandant quelle sera l'incidence des mesures d'austérité prises par les gouvernements (en particulier, les gouvernements européens) sur la reprise, elle a souligné l'importance d'une coordination plus étroite au sein des gouvernements. A son sens, les gouvernements ont tiré des enseignements des mesures de relance mises en place pour atténuer les effets de la crise économique et du chômage, puis pour gérer la dette. Elle a rappelé qu'en 1937, lorsque le gouvernement des Etats-Unis a mis fin à ses mesures de relance budgétaire, le pays avait connu une nouvelle récession; il convient donc de rester vigilant pour éviter une rechute. M^{me} Polaski a indiqué qu'un ralentissement de l'économie rendrait le problème de la dette plus difficile à résoudre et que les mesures devraient être centrées sur la reprise de l'emploi et la lutte contre de la pauvreté.

Le modérateur demande à M^{me} André, ministre du Travail du Portugal, son opinion sur la question de la croissance en Europe, qui est au cœur des problèmes économiques de la région, et souhaiterait savoir quelles sont ses prévisions concernant la croissance et l'emploi au Portugal et en Europe.

M^{me} André a répondu qu'il convenait de garder à l'esprit le fait que la crise n'était pas imputable à un manque de flexibilité du marché du travail. En revanche, les mesures prises

par les gouvernements pour faire face à la crise ont provoqué une augmentation de la dette publique et ont contraint les gouvernements à se concentrer sur l'équilibre budgétaire. L'intervenante a fait observer que la croissance anémique, l'augmentation du chômage et le chômage structurel enregistrés ces dernières années sont aussi très inquiétants et qu'il serait bon de s'en préoccuper. Elle a indiqué que le chômage semblait se stabiliser et dit espérer que les mesures d'austérité ne compromettent pas cette amélioration.

Il est important de garder à l'esprit que les différentes situations économiques au sein de l'Union européenne appellent des mesures différentes. Cela étant, la région est liée par une monnaie commune, ce qui restreint considérablement la marge de manœuvre.

Elle a souligné que, pour le Portugal, il s'agira de stimuler l'économie et donc la création d'emplois et d'entreprises, de soutenir les jeunes et offrir une protection sociale équivalente à celle qui existait avant la crise. La crise a occasionné de nombreuses pertes d'emplois et a contraint de nombreuses entreprises à fermer. Le modèle économique et social d'après la crise devra faire l'objet d'une réflexion sérieuse entre les Etats membres de l'Union européenne et d'autres pays, tenir compte des conclusions du G20 et du contexte propre à chaque pays. M^{me} André a indiqué quelques-uns des éléments de ce modèle. La justice sociale est une priorité étant donné que les disparités de revenus entre les riches et les pauvres ont été aggravées par la crise et que la pauvreté progresse; il sera donc important de mettre l'accent sur l'égalité et la redistribution des revenus. De plus, il conviendra de rechercher les solutions en coopération avec les partenaires sociaux et les entreprises afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs. Il faudra aussi se concentrer sur la formation et les compétences, sans oublier la protection de l'environnement, qui peut d'ailleurs contribuer à la création de nouveaux emplois et de nouveaux débouchés.

En ce qui concerne les moyens de stimuler l'économie malgré l'obligation d'équilibrer le budget et de réduire le déficit de 2 pour cent, la solution consiste à diminuer les dépenses en répartissant équitablement les mesures d'austérité entre les postes budgétaires.

Le modérateur a demandé à M^{me} Aisha Abdel Hady, ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration de l'Egypte, d'expliquer quels éléments du cadre préconisé par le G20 sont utiles pour l'Egypte, pays qui ne fait pas partie du G20, et comment l'OIT peut rendre ces recommandations plus utiles et mieux applicables.

M^{me} Abdel Hady a répondu que les recommandations du G20 vont au-delà de la crise actuelle puisqu'elles portent sur des politiques visant à éviter que la crise financière ne se propage et que les crises budgétaires futures aient des répercussions sur l'économie réelle. Elle estime que les politiques de portée mondiale doivent être élaborées par des organisations d'envergure mondiale comme les Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'OIT. L'OMC a mis au point des politiques commerciales multilatérales mais celles-ci n'ont pas été mises en œuvre dans le monde entier, comme en témoignent les pays des Caraïbes et du Pacifique et le Cycle de négociations commerciales de Doha. Des appels ont été lancés pour que soient élaborées des stratégies de sortie de crise mais il faudrait pour cela que tous les pays soient représentés. Le Brésil, le Canada et le Japon ont refusé d'appliquer les réformes financières proposées car ils ne sont pas touchés par la crise. L'intervenante se félicite de l'aide importante accordée par le BIT aux pays pauvres.

Répondant à une question du modérateur, M. Tomada s'est déclaré préoccupé par les répercussions que les recommandations du G20 pourraient avoir sur son pays. L'Argentine voudrait que l'on applique des mesures différentes de celles que le G20 a proposées. L'intervenant estime que la banque centrale devrait expliquer à la population ce qu'elle a fait pour favoriser la création d'emplois. Des discussions ont eu lieu récemment sur un certain nombre de mesures visant notamment à renforcer la flexibilité du marché du

travail, mais ce ne sont pas des mesures prises au coup par coup qui résoudront le problème. Seule l'économie réelle est en mesure de garantir la durabilité du marché de l'emploi.

L'Argentine a été frappée par une crise nationale en 2001 et elle en a retiré beaucoup d'enseignements. Elle s'est, pendant toute cette période, comportée comme un élève modèle du FMI. L'intervenant a souligné qu'il serait préférable de trouver de nouvelles solutions au lieu d'appliquer sans cesse les mêmes politiques et les mêmes mesures et a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques économiques axées sur l'emploi.

La réunion du G20 a permis de soulever de nombreuses pistes concernant les politiques de l'emploi. L'intervenant se range à l'avis de M^{me} Polaski pour qui la garantie des ressources est une question clé qui devrait être traitée à la prochaine réunion du G20 à Toronto. Il a rappelé que son gouvernement attendait des recommandations innovantes et adaptées à la situation.

Le modérateur a demandé à M. Richard Samans quelles réformes macroéconomiques seraient les plus efficaces pour stimuler l'économie réelle, l'emploi et la croissance, compte tenu de la nécessité de résoudre le problème de la dette.

M. Samans a répondu que les pays, qu'ils appartiennent ou non au G20, et surtout ceux qui ont été le plus durement touchés par la crise, se concentrent sur la stabilisation de l'environnement macroéconomique. Selon lui, les discussions devraient porter sur des aspects d'ordre structurel et sur un rééquilibrage fondamental des économies plutôt que sur les mesures à prendre pour surmonter la crise dans l'immédiat. Le plus important est de maintenir la stabilité et de s'orienter vers des politiques du travail et des mesures de consolidation budgétaire, qui tiennent compte des besoins des sociétés les plus vulnérables sur ces deux plans.

L'intervenant a souligné que, pour sortir de la crise, il faut cesser de penser qu'il s'agit d'un «jeu à somme nulle» et réfléchir au contraire à la façon de construire la relance, de tirer le meilleur parti de la croissance et de la stabilité et de réduire les déficits tout en maintenant la croissance et l'emploi. Il a fait référence à diverses politiques qui déterminent le nombre d'emplois pouvant être créés. Le secteur privé est le secteur qui crée le plus d'emplois et, pour autant que les risques et les contraintes soient redéfinis de façon équilibrée, il est possible d'ouvrir un nouveau champ d'action permettant de dynamiser l'emploi et d'améliorer les conditions de vie.

Les principes du travail décent défendus par l'OIT incarnent à la perfection le modèle «gagnant-gagnant» du développement. L'Agenda du travail décent bénéficie d'un très large soutien au niveau international, mais certains pays ne lui ont pas encore donné la priorité dans les débats sur les politiques macroéconomiques ni confié aux organismes internationaux la mission de le mettre en œuvre. L'intervenant a conclu en plaidant pour qu'une plus grande priorité soit accordée aux pays qui s'efforcent d'élargir leurs régimes de retraite et d'assurance-maladie et pour que des ressources supplémentaires soient octroyées aux pays qui souhaitent obtenir une aide. L'OIT et d'autres organismes pourront de cette façon passer plus facilement de l'exercice qui consiste à participer à la définition de principes au stade de l'élaboration de stratégies plus concrètes.

Répondant au modérateur qui lui demandait quelles étaient selon lui les perspectives de croissance de l'Espagne, M. Nadal a dit que l'Espagne était le pays européen qui avait perdu le plus d'emplois au cours de la crise et a souligné qu'il importe de faire rapidement baisser le chômage au niveau national. Il a toutefois fait observer que, ces dernières années, il y avait eu davantage de création d'emplois en Espagne que dans n'importe quel autre pays de l'Union européenne.

Au sujet de la crise actuelle et des perspectives de croissance de l'Espagne, M. Nadal a dit que la récession avait mis en évidence l'importance des interdépendances et de la coopération macroéconomique. Bien que les pays aient tous été touchés différemment, les solutions appliquées présentent des points communs en ceci que les gouvernements accordent des prêts, apportent des améliorations à leur système financier et s'efforcent de régler les problèmes liés aux dettes souveraines au niveau international. Il n'y a pas de dichotomie entre les politiques budgétaires et les politiques de l'emploi, qui doivent donc être envisagées simultanément. L'intervenant a exhorté les gouvernements à garder à l'esprit que ce sont les entreprises qui créent les emplois et que les politiques macroéconomiques devraient donc viser à établir un environnement qui leur soit propice. Il a appelé à plus de transparence et à la restructuration des systèmes financiers dans de nombreux pays. Des problèmes comme la crise des liquidités, la modération salariale et les pressions en faveur de la dévaluation pourraient être résolus ultérieurement, tandis que ceux liés aux salaires et aux rémunérations sont beaucoup plus urgents. Des réformes du marché du travail s'imposent, mais il faut aussi en envisager d'autres beaucoup plus profondes qui tiennent compte de l'éducation, du système judiciaire et de nombreux autres aspects. Dans le cas de l'Espagne, le marché du travail doit évoluer afin de permettre l'augmentation du rendement du travail et de la flexibilité de l'emploi. L'intervenant s'est dit optimiste, estimant que pour l'Espagne le pire était passé.

Répondant à une demande de précision sur la question de la rigidité de l'emploi, M. Nadal s'est déclaré favorable à une flexibilité accrue qui soit adaptée aux besoins des entreprises. Les entreprises espagnoles ne peuvent pas gérer leurs ressources humaines comme elles le souhaitent, et ce manque de flexibilité nuit à l'emploi. Selon lui, une réduction des salaires pourrait faire baisser le chômage.

Répondant à une question du modérateur sur l'évaluation par le mouvement syndical mondial des mesures d'austérité mises en place dans de nombreux pays, M. Ryder a dit que, au cours des deux dernières années, 14 millions d'emplois ont disparu. Même si les plans de relance ont permis d'épargner certains emplois, les pertes sont énormes. Pour illustrer cette situation, on pourrait dire que l'on est à nouveau en 1937. L'intervenant reconnaît que le Sommet de Pittsburgh et le Sommet de Washington n'ont pas été vains et se réjouit des efforts consentis par la communauté internationale, mais considère que la réponse actuelle du G20 est en fait une réponse financière alors que les problèmes concernant l'emploi et les travailleurs devraient être placés au cœur du débat. De nombreuses institutions internationales, y compris l'OCDE et la Banque mondiale, ont été dépassées par la crise budgétaire et ont effectué un virage à 180 degrés, tentant de résoudre la crise financière en fermant le robinet. Or cette volte-face politique arrive au mauvais moment. Si les finances publiques ont besoin d'être rééquilibrées, cette précipitation vers les mesures d'austérité ne peut qu'envenimer la situation et maintenir les pays dans une crise prolongée et de plus en plus grave en étouffant la croissance et réduisant les recettes des gouvernements. Ces derniers ont dépensé sans compter l'argent du contribuable pour sauver les grandes institutions financières sans obtenir la moindre régulation financière. L'utilisation de l'argent du contribuable pour racheter les fautes d'institutions financières irresponsables est politiquement et moralement injuste. Faisant référence à la citation de Pascal prononcée par M. de Robien au début de la réunion, M. Ryder a dit que, selon lui, les travailleurs ne sont pas prêts à se soumettre à des mesures d'austérité; il doute d'ailleurs que de telles mesures soient nécessaires et il est convaincu qu'elles seront inefficaces.

Quant à une plus grande responsabilisation des marchés financiers, M. Samans a dit qu'en général les banques centrales maintiennent les taux d'intérêt à un bas niveau afin de restaurer la confiance: c'est là une politique implicite du plan de relance économique. Cependant, cela signifie également que la politique monétaire est conçue de manière à ce que les banques continuent de faire d'énormes profits. A l'instar de M. Ryder, l'orateur estime que de nombreux aspects du secteur financier doivent être réexaminés et que de nouvelles mesures, comme la taxation des transactions financières, doivent être envisagées.

Les réformes actuelles sont trop timides. Il faut mettre en œuvre des changements fondamentaux tels que ceux concernant le droit financier, et de nombreux aspects, tels que la transparence des activités commerciales, devraient être étudiés. Face à la crise, les pays ont mis en place diverses politiques qui visent toutes la stabilité financière. Il faut non seulement regarder la crise en face mais aussi voir au-delà et décider de la prochaine étape. L'intervenant a souligné la nécessité d'effectuer des changements structurels dans les accords commerciaux internationaux et d'aider les pays à édifier des systèmes d'assurance sociale qui permettront d'équilibrer suffisamment l'économie pour stimuler la demande globale.

A l'instar des deux précédents orateurs, M. Nadal a souligné qu'il ne suffit pas de se pencher sur les marchés financiers. Le potentiel de croissance de nombreuses économies sera longtemps encore entravé par la crise. Certains gouvernements ne seront tout simplement pas à même de payer leurs dettes, d'où la nécessité de faire des réformes pour que les dépenses publiques puissent augmenter à long terme.

M. Tomada a fait part de ses vues sur les marchés financiers, soulignant la difficulté d'ajuster les exigences budgétaires à la croissance de l'emploi. Parfois, la solution consiste à sortir des sentiers battus. Ainsi, on pourrait envisager de stimuler la demande globale pour accroître la production et l'emploi car tout ce qui contribue à soutenir l'emploi contribue à améliorer la situation budgétaire. Il faut préserver les niveaux d'emploi et de revenu grâce à des politiques actives. Lorsque les emplois sont protégés, les gens se sentent davantage en sécurité, ce qui favorise un redémarrage de la demande et, partant, un meilleur équilibre budgétaire.

Pendant le débat qui a suivi, un représentant gouvernemental de la Grèce a demandé comment un pays qui n'a plus de marge de manœuvre pour la relance budgétaire peut préserver ses niveaux d'emploi et de revenu.

M^{me} Polaski a cité l'exemple des Etats-Unis, qui se sont penchés sur la question de la relance et de l'équilibre budgétaire, et elle a expliqué que les dépenses peuvent être plus ou moins efficaces. Elle a attiré l'attention sur des études effectuées par le BIT, qui évaluent l'efficacité de divers plans de relance et qui pourraient être une référence utile pour concevoir des mesures budgétaires. Des études réalisées aux Etats-Unis ont montré que les indemnités de chômage constituent un moyen extrêmement rentable d'utiliser l'argent destiné à la relance parce qu'elles stimulent durablement la demande intérieure globale. L'oratrice a conclu que la meilleure solution consiste à évaluer les mesures particulières qui font partie des plans de relance nationaux.

M^{me} Abdel Hady a déclaré que les meilleurs plans de relance comportent des mesures qui protègent l'emploi tout en stimulant l'économie et qu'il n'y a rien de mieux pour susciter la croissance économique. Elle a notamment proposé d'améliorer l'articulation entre le marché du travail et les politiques macroéconomiques, d'investir dans le perfectionnement des compétences ainsi que de prendre des mesures pour améliorer l'emploi des jeunes.

Répondant à une question posée par un représentant employeur de l'Inde, M. Ryder a confirmé que la non-régulation des marchés financiers a joué un rôle important dans la crise financière mondiale et que la régulation de ces marchés doit par conséquent être au cœur de la réponse à la crise. Il est indispensable d'exercer une influence sur ce processus car des institutions telles que le FMI et le Conseil de stabilité financière ne sauraient assumer cette responsabilité à elles seules; la résolution du problème ne doit pas être confiée à ceux qui l'ont créé. Le G20 doit réaffirmer sa volonté de réguler les marchés financiers et inscrire la question à son ordre du jour.

Lorsque le modérateur lui a demandé quelles mesures pourraient être prises pour responsabiliser davantage les ministres des finances, M^{me} Abdel Hady a répondu que tous les gouvernements sont dotés de nombreux ministères et que ces derniers devraient travailler en équipe. Ils doivent avoir un objectif commun et prendre des mesures qui les feront à sortir de la crise.

A la question de savoir qui dirigerait ce processus au plan international et au plan local, M. Samans a admis que différents volets de politique internationale n'étaient pas pris en charge. La politique sociale, la politique de l'emploi, la question des niveaux de vie et la création d'emplois sont des questions économiques très vastes qui exigent une action au niveau international. Il en va de même pour les marchés financiers, dont les activités ont d'importantes répercussions sur la politique économique. Les systèmes nationaux n'ont pas d'analogues dans le système international – par exemple, le FMI est principalement dirigé par des ministres des finances et l'OIT par des ministres du travail et du développement – et on n'a jamais construit de cadre qui pourrait les intégrer. Les dirigeants du G20, ayant assumé leur responsabilité en matière de coopération internationale dans le domaine de la politique économique, doivent maintenant faire un pas de plus et prendre la conduite du système économique international. Ils devraient non seulement se charger des plans de relance et des réformes du secteur financier mais aussi intégrer tout l'éventail des politiques dans un cadre international conçu pour durer.

M. Tomada a ajouté que c'était là des décisions politiques. Les gouvernements ont besoin d'un objectif pour avancer, ainsi que de ministres travaillant dans le même sens et en étroite coopération. Il faut aussi créer un sens des responsabilités chez tous les acteurs concernés.

M^{me} André a dit que la crise nous a enseigné combien il est important de renforcer l'interaction entre les ministres et leurs mesures de réponse à la crise. Récemment, le Portugal a mis en place deux réformes: une réforme du marché du travail et une réforme de la protection sociale. Il en est résulté, d'une part, un marché du travail plus flexible offrant la possibilité aux organisations d'employeurs et de travailleurs d'influencer le processus et de répondre aux besoins de leurs membres et, d'autre part, un système de protection sociale plus stable. L'oratrice a conclu en soulignant que les gouvernements doivent coordonner leurs mesures nationales et travailler avec les pays qui se trouvent dans des situations semblables à la leur; elle a noté au passage que l'Union européenne devrait coordonner ses réponses entre les divers secteurs.

On a demandé aux participants quel mécanisme permettrait d'appliquer les recommandations du G20 aux pays qui n'en font pas partie. M^{me} Polaski a dit que le G20 souhaite que ces recommandations soient applicables à tous les pays et elle a suggéré que cela se fasse par l'intermédiaire de l'OIT. Elle a mentionné certaines initiatives prises par l'OIT en Asie, qui ont permis de diffuser les recommandations du G20 et d'en débattre. Elle a émis l'espoir que des initiatives analogues soient être prises en Afrique et ailleurs. Le G20 pourrait être un organe de coordination mondiale afin de produire de meilleurs résultats et de combler une lacune. L'extension du G7-G8 au G20 prouve que c'est bien là l'organisation qui peut le mieux favoriser la coordination de la politique économique internationale et donner des orientations à tous les pays.

M. Tomada a exprimé le soutien de son gouvernement à la promotion et à la mise en œuvre des recommandations du G20. Avant la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi à Washington, DC, son gouvernement a rencontré les représentants des employeurs et des travailleurs et il a débattu avec eux de leurs principales préoccupations; l'orateur a confirmé que, lorsque l'Argentine prendra la tête de la Conférence interaméricaine des ministres du Travail, les recommandations du G20 seront à l'ordre du jour.

Table ronde 2: Le rôle de l'emploi productif et de la protection sociale dans la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international et des OMD

Le modérateur de la deuxième table ronde de la réunion de haut niveau, qui avait pour thème «Le rôle de l'emploi productif et de la protection sociale dans la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international et des OMD», était M. Americo Martins dos Santos, rédacteur en chef pour les Amériques au BBC World Service. Les participants étaient: M. Robert Nikli, ministre du Travail et de la Sécurité sociale du Cameroun, président de la Commission du travail et des affaires sociales de l'Union africaine et vice-président gouvernemental de la Conférence internationale du Travail; M. Kamal Elkheshen, vice-président, département du développement humain de la Banque africaine de développement; M. Yogendra K. Modi, président et directeur général de la Great Eastern Energy Corporation Ltd.; M. Quintino Marques Severo, secrétaire général de la Centrale unique des travailleurs, Brésil; et M. Anders Wijkman, vice-président de la Fondation Tällberg et membre du Club de Rome.

La table ronde a débuté avec la projection d'une déclaration enregistrée en vidéo du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Celui-ci a déclaré que la discussion avait lieu au bon moment, juste avant la prochaine réunion du G20 à Toronto et le Sommet sur les OMD, qui doit se tenir en septembre 2010 à New York. Elle s'inscrit dans un dialogue essentiel, nourri par les enseignements tirés du tripartisme partout dans le monde. L'aspiration au travail décent existe dans les pays riches et pauvres; elle est exprimée par les chefs d'Etat et, directement, par la population. Faisant écho aux paroles du Directeur général, M. Ban Ki-moon a rappelé aux participants que la question de l'emploi dans le monde est une question politique, pas seulement une question économique ou sociale. La reprise économique n'aura de sens que si elle se manifeste dans l'économie réelle; les travailleurs et les travailleuses doivent pouvoir la constater dans leur vie et dans leurs revenus. L'OIT a ouvert la voie en adoptant le Pacte mondial pour l'emploi, inscrivant ainsi la création d'emplois tout en haut de la liste des priorités pour la reprise. L'heure est venue d'aller plus loin encore. Ce sont les idées de justice sociale et de mondialisation équitable qui doivent nous guider, les éléments moteurs étant l'emploi productif et la protection sociale. Telle est la voie de la dignité pour les familles, de la reprise pour les économies et de la réussite pour les OMD. Le Secrétaire général a conclu en disant qu'il attendait les résultats de la discussion, dont il sera tenu compte lors du Sommet sur les OMD, en septembre 2010.

Le modérateur a demandé à M. Nkili d'évaluer les progrès accomplis jusqu'à présent en ce qui concerne les OMD et l'a invité à expliquer pourquoi ces progrès ont été si inégaux, quels sont les principaux obstacles et comment ils peuvent être surmontés.

M. Nkili a expliqué que les OMD peuvent se résumer en six points: autonomisation des femmes, réduction de l'analphabétisme, éducation de qualité, éradication de la faim dans le monde, maîtrise des grandes épidémies telles que le VIH/sida et stabilité politique des pays. Des progrès ont indubitablement été accomplis sur la voie de l'autonomisation des femmes, la condition féminine s'étant quelque peu améliorée et les hommes devant accepter le principe d'égalité; la législation sur l'égalité qui sera prochainement adoptée au Sénégal le démontre. En ce qui concerne l'analphabétisme et l'éducation, des progrès ont également été accomplis comme le prouve l'amélioration de l'éducation de base au Cameroun et en République-Unie de Tanzanie. S'agissant de l'éradication de la faim dans le monde, des progrès sont visibles également mais il reste encore beaucoup à faire. Les progrès accomplis dans le domaine général de la santé méritent d'être soulignés. La lutte contre le VIH/sida demeure une préoccupation fondamentale mais certains progrès sont à signaler au Bénin par exemple. Dans le domaine de la santé en général, le taux de mortalité

infantile décline, ce qui est une bonne chose mais ne suffit pas. Quant au dernier objectif, celui de la stabilité politique, l'Afrique a connu une recrudescence de violence en 2007-08, et de graves problèmes concernant l'infrastructure politique doivent encore être résolus. Tout cela fait obstacle à la lutte contre la pauvreté.

Ensuite, M. Nkili a évoqué des voies à suivre en choisissant deux options: l'agriculture et le renforcement des capacités. En Afrique, 65 pour cent des activités humaines sont concentrés dans le secteur agricole. Cependant, la persistance des problèmes d'infrastructures, notamment en ce qui concerne le réseau électrique, est préjudiciable à la fluidité des marchés et du commerce international. Concernant le renforcement des capacités et la formation en général, il faudrait que les pays améliorent leurs systèmes d'éducation. Les Africains doivent faire preuve de créativité et ne plus se contenter de dépendre des innovations conçues ailleurs. La scolarité doit être gratuite. La multiplication des universités susciterait un changement dans les sociétés africaines et permettrait de mettre à profit les ressources africaines existantes. De telles mesures devraient être complétées par la création d'emplois et la formation professionnelle. Les politiques de l'emploi doivent s'appuyer sur l'emploi indépendant. Il faut aider l'économie informelle à se formaliser car elle représente 60 pour cent de l'activité économique du continent. Les ressources doivent être mieux réparties et la gouvernance doit être améliorée. Il faut aussi améliorer d'une manière générale la santé en formant des personnels de santé et en dispensant une éducation à l'hygiène.

M. Nkili a prévenu que toutes ces mesures doivent être liées à un nouveau système de sécurité sociale, adapté aux besoins des Africains. Au Cameroun, 10 pour cent de la population sont désormais couverts par la sécurité sociale, mais l'objectif est de 75 pour cent. Le dialogue social est un élément clé de cet effort. Les délégations des gouvernements, des employeurs et des travailleurs de 26 pays africains sont attendues à un sommet régional sur le Pacte mondial pour l'emploi et la sécurité sociale, qui se tiendra prochainement à Yaoundé. Les participants venant de l'intérieur de l'Afrique ne sont pas les seuls à être attendus: il est important que les partenaires internationaux puissent également apporter leur soutien. Les flux d'aide ne doivent pas être ralentis par cette crise qui est extérieure à l'Afrique. En conclusion, M. Nkili a souligné que, même si les OMD ne sont pas concrétisés en 2015, il ne faudra pas en retarder trop la réalisation.

Le modérateur a demandé à M. Kamal Elkheshen son opinion sur les perspectives d'une croissance plus large pour faciliter la concrétisation des OMD, étant donné que la croissance africaine est liée aux ressources naturelles du continent.

M. Elkheshen a répondu qu'en Afrique un grand nombre de pays dépendent d'un seul produit d'exportation, 19 d'entre eux dépendant uniquement de leurs industries extractives. Pour ces pays, la solution réside dans la diversification, notamment dans l'agriculture mais aussi dans d'autres secteurs, s'ils souhaitent pouvoir faire face à une nouvelle baisse des prix des matières premières. Les terres agricoles abondent, mais les taux de productivité sont très faibles à cause de la fragmentation des propriétés, de la modicité des investissements, de la faiblesse des moyens et de la médiocrité de l'infrastructure. La Banque africaine de développement s'efforce d'encourager l'investissement dans le secteur agricole et dans des travaux d'irrigation et d'amélioration du réseau routier. Un environnement propice sur les plans juridique et administratif serait aussi important. S'agissant des autres secteurs de croissance, le secteur manufacturier a besoin d'un soutien accru visant un développement plus rapide et, là encore, la création d'un environnement propice est indispensable. Le secteur bancaire, qui revêt lui aussi une importance primordiale, devrait se centrer davantage sur les petites et moyennes entreprises et l'économie informelle et améliorer le microfinancement. La croissance est également possible dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

M. Elkheshen a confirmé que les pays collaborent déjà dans le cadre de leurs efforts de diversification, notamment pour développer les chaînes de valeur et les échanges transfrontaliers. Le changement climatique prend une nouvelle importance dans ce contexte transnational, par exemple pour la gestion de l'approvisionnement en eau.

Le modérateur a demandé à M. Modi si la forte croissance de l'Inde a produit le volume d'emplois de qualité nécessaire pour concrétiser les OMD et de quelle manière le secteur privé peut contribuer à cette concrétisation.

M. Modi a expliqué que le taux de croissance est élevé, certes, mais qu'il pourrait l'être plus encore. Au cours du premier trimestre de 2010, la croissance a été de 8,6 pour cent mais elle aurait pu être plus forte si les bonnes mesures avaient été prises. L'Inde a une population jeune et elle a besoin d'environ 10 millions de nouveaux emplois chaque année. L'emploi productif et, notamment, l'emploi indépendant sont la solution. L'Inde a prospéré grâce à des mesures concurrentielles mais aussi parce qu'elle s'appuie sur ses marchés internes: rares sont ceux qui savent que l'Inde accuse un déficit commercial de 80 milliards de dollars E.-U. par an. L'avenir est entre les mains des PME et des microentreprises. Ce sont ces dernières qui créeront le plus grand nombre d'emplois, surtout dans les régions rurales où vivent plus de 60 pour cent de la population indienne. Les PME, quant à elles, souffrent principalement d'une pénurie de moyens de financement mais aussi de la rigidité des politiques de l'emploi, qui entrave la création d'emplois. Le secteur bancaire indien a démontré qu'il avait particulièrement bien résisté à la crise financière internationale car il n'est pas aussi spéculateur que ceux de certains autres pays. Les banques ne devraient pas spéculer avec l'argent des épargnants mais plutôt le confier à des secteurs productifs. Des politiques devraient être mises en place pour encourager la création d'emplois dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Au cours des dix dernières années, l'argent du contribuable a été investi dans l'infrastructure; grâce au programme d'emplois garantis, les projets d'infrastructure sont également une source d'emplois. Il est difficile de trouver du personnel formé et compétent dans de nombreux secteurs. La création d'emplois suppose une coopération entre le gouvernement et le secteur privé, comme dans le cas des centres de formation industrielle. Les pourparlers et les discussions entre le secteur privé et le gouvernement prennent souvent beaucoup de temps en Inde. Le consensus émerge lentement mais il n'y a pas d'autre solution, ce qui est normal dans un pays comme l'Inde.

Faisant observer que, au cours des dernières années, la pauvreté a beaucoup reculé au Brésil, notamment grâce à une série de programmes de protection sociale, le modérateur a demandé à M. Marques Severo quelles sont les principales leçons que le pays pourrait donner pour accélérer la réalisation des OMD.

M. Marques Severo a expliqué que ce qui se passe actuellement au Brésil est le résultat de la lutte que le mouvement social et le gouvernement mènent depuis plus de trente ans contre la pauvreté. Pour que les OMD deviennent une réalité, quatre éléments sont indispensables: le rôle de l'Etat; la création d'emplois; la répartition ou le transfert de la richesse; et l'accès au crédit. Le rôle de l'Etat consiste à stimuler le développement au moyen de mesures d'incitation et de politiques publiques. En ce qui concerne la création d'emplois, 12 millions d'emplois assortis de la sécurité sociale ont été créés au Brésil en sept ans. Un tel volume de création d'emplois est essentiel parce qu'il renforce le système de sécurité sociale qui, à son tour, soutient le système de santé. Pour ce qui est de la répartition ou du transfert de la richesse, le salaire minimum est déterminant non seulement pour garantir un revenu aux travailleurs mais aussi pour élever le niveau général des salaires; sa mise en place suppose une collaboration entre les syndicats et le gouvernement. Le programme *Bolsa Família* est lui aussi très important car 40 millions de personnes bénéficient des transferts monétaires ainsi octroyés. Quant à l'accès au crédit, au cours des quarante dernières années, l'Etat a beaucoup fait pour le faciliter, dans la petite agriculture notamment, où l'offre de crédit a augmenté en 2010. Une autre possibilité est de consentir

aux travailleurs des crédits à faible taux d'intérêt (*credito consignado*). L'orateur a ajouté que, grâce à l'aide précieuse des syndicats et des mouvements sociaux, le taux de pauvreté a chuté au Brésil, passant de 11,4 pour cent à 4,75 pour cent. Cependant, la disparition totale de la pauvreté est encore loin d'être une réalité. Le monde a besoin d'un nouveau modèle fondé sur la production et non pas sur la spéculation, qui favorise l'investissement dans l'économie réelle. Le monde doit éliminer l'analphabétisme, comme le Brésil a déjà commencé de le faire: ses 11 nouvelles universités et ses 135 nouvelles écoles d'enseignement technique ont ouvert la voie mais la route est encore longue.

Le modérateur, indiquant que la Fondation Tällberg et Youth Entrepreneurship and Sustainability (YES) ont récemment tenu un sommet sur l'emploi des jeunes, a demandé à M. Wijkman d'expliquer les conséquences des conclusions du sommet pour la concrétisation des OMD.

M. Wijkman a répondu que le sommet a rassemblé près de 200 personnes venues de 122 pays, dont la moitié n'avait pas 30 ans. Des pratiques encourageantes ont été recensées partout dans le monde, y compris dans des régions où des emplois ont été créés en utilisant les nouvelles technologies pour gérer les ressources, ce qui a permis de lier entre elles la problématique traditionnelle de l'emploi et les préoccupations sociales et écologiques. Le monde souffre non seulement d'une crise de l'emploi mais aussi de la manière dont sont gérées ses ressources – humaines et environnementales – et, si ces deux problèmes ne sont pas résolus ensemble, de nouveaux emplois seront peut-être créés, mais ils ne seront pas durables.

Le sommet a abouti à plusieurs conclusions, dont deux sont particulièrement pertinentes. La première, c'est que la création d'emplois doit être au cœur des activités de développement et qu'elle est indispensable à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La deuxième, c'est qu'il faut assurer l'accès à l'électricité ou à l'énergie. Certes, il n'est pas question de rallonger la liste des OMD, mais ces deux facteurs ont été considérés comme étant incontournables. Le sommet a également conclu que la recherche traditionnelle de la croissance à n'importe quel prix était un leurre. C'est la qualité – et pas seulement la quantité – de la croissance qui importe, qu'il s'agisse de la croissance sociale ou de la croissance économique.

Le secteur privé doit jouer un rôle prépondérant dans la création d'emplois, dont la plupart seront générés localement. Les banques et les institutions financières devront devenir plus accessibles, notamment pour les petites et moyennes entreprises. Des mesures ont déjà été prises dans ce sens au Bangladesh, où la Banque centrale a mis de l'argent à la disposition de banques privées, à la condition qu'elles prêtent à de petits entrepreneurs. Dans la plupart des pays, le système bancaire ne fonctionne pas comme il le devrait, alors que le micro et le minicrédit sont nécessaires pour créer des petites entreprises. De plus, l'orateur a souligné la nécessité de former et d'instruire les jeunes et il a invité les pays à repenser les institutions, que ce soit au niveau national ou au niveau international, la formation est trop souvent structurée selon des bases sectorielles, ce qui ne marche pas. Selon lui, il faut aussi repenser l'aide, qui devrait privilégier la santé, l'éducation, la construction de routes et le petit entrepreneuriat.

Certes l'information et l'éducation sont importantes mais l'énergie est la priorité absolue. A l'avenir, le pétrole va manquer et son prix va augmenter, au détriment de l'emploi. Par conséquent, le monde doit s'orienter vers des ressources renouvelables avant cette envolée du cours du pétrole. L'accès à l'énergie posant des problèmes presque partout dans le monde, les participants au sommet ont envisagé des moyens d'encourager les pays de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à développer l'électricité dans les régions rurales et à restaurer l'environnement. La revitalisation des déserts en Chine a montré qu'une telle démarche pouvait générer de nombreux emplois et ressusciter une région tout entière. Il faut stimuler l'économie par le recyclage, la

réutilisation et le reconditionnement; la réparation et la maintenance peuvent être créatrices d'emplois. L'utilisation efficiente des ressources est essentielle, au Nord comme au Sud.

Le modérateur a invité les participants à définir le rôle de l'Etat dans la concrétisation des OMD.

M. Modi a déclaré que mieux valait un Etat qui fonctionne qu'un Etat fort. L'Etat doit faire son travail, c'est-à-dire garantir les soins de santé primaires, l'éducation, l'eau potable et l'ordre public avec l'argent du contribuable. Ce qu'il faut surtout, c'est une bonne gouvernance.

M. Elkheshen a déclaré lui aussi que l'Etat devait être efficace et ajouté que les exemples d'Etats forts mais peu développés sont légion. La création d'emplois et le développement sont des objectifs clés. Les Etats doivent par conséquent établir des normes nationales de formation technique et professionnelle et instituer des programmes d'apprentissage pour faciliter l'entrée des jeunes diplômés dans la vie active.

M. Wijkman a proposé une réflexion sur la notion de bonne gouvernance, en expliquant qu'il avait appris à ses dépens que les marchés ne fonctionnent bien que s'ils sont correctement encadrés. D'un point de vue social et environnemental, il faut stimuler les investissements judicieux par des incitations. Les gouvernements doivent compléter le marché intelligemment et établir un bon équilibre entre le privé et le public. On sait bien que le secteur privé ne s'investira pas dans certains domaines, mais les exemples de gouvernements puissants qui font très peu pour leurs citoyens sont trop nombreux.

M. Marques Severo a évoqué le rôle du gouvernement et du mouvement social dans le Brésil des années quatre-vingt-dix. A cette époque, le gouvernement pensait que la privatisation était nécessaire pour améliorer la performance de l'Etat, mais cela n'a pas encouragé le développement, et de nombreuses personnes ont fini au chômage. Aujourd'hui, depuis que l'Etat s'investit davantage dans le développement, le taux de chômage a beaucoup baissé. La question qui se pose est celle de la participation des citoyens aux décisions de l'Etat. Il est nécessaire d'adopter une approche tripartite de la participation et du dialogue avec les diverses institutions.

M. Elkheshen a souligné l'absence de communication entre les institutions financières et le gouvernement, et il a recommandé d'y remédier. Il a ajouté que le secteur financier ne remplit pas sa fonction à l'égard des petites et moyennes entreprises.

Selon M. Wijkman, il faudrait que les gouvernements adoptent une démarche plus horizontale et coordonnent plus étroitement leurs différents domaines d'action. Les politiques sectorielles ne sont plus efficaces; il faut aujourd'hui penser différemment. M. Modi a ajouté que les banques doivent utiliser l'argent des épargnants pour investir dans les secteurs productifs plutôt que pour spéculer.

Au cours du débat qui a suivi, un délégué employeur du Mexique a expliqué que les entreprises mexicaines sont très conscientes de la dimension sociale de l'investissement. Il s'est demandé comment concilier l'instauration de bonnes relations entre les partenaires sociaux avec la nécessité d'obtenir le soutien des organisations internationales du secteur financier.

M. Modi a répondu que, en principe, la situation dans laquelle les personnes qui souhaitent travailler ne trouvent pas d'emploi et celles qui ont un emploi ne travaillent pas ne devrait jamais se produire. C'est au gouvernement et à l'entreprise elle-même de la régler car, si les entreprises font faillite, il n'y aura plus d'emplois.

M. Marques Severo a fait deux commentaires concernant la finance et l'investissement. Premièrement, le système financier doit être réorienté vers la production; il ne doit plus être un exploiteur. Deuxièmement, les entreprises publiques et les banques publiques devraient être en mesure de financer les plans nationaux d'infrastructure pour que les entreprises privées qui souhaitent produire puissent le faire. Par exemple, le Brésil a mis en place un plan pour l'accélération de la croissance, qui est financé à 80 pour cent au moyen de ressources publiques, provenant à la fois d'entreprises publiques et de banques publiques.

Pour créer des emplois lorsque l'investissement et l'infrastructure font défaut, M. Elkheshen a recommandé de donner la priorité aux petites entreprises et aux services bancaires pour les pauvres, surtout pour aider les PME à élaborer un plan d'exploitation viable. De plus, il faut encourager les activités à forte intensité de main-d'œuvre, inciter par des mesures adaptées le secteur privé à recruter les personnes défavorisées et soutenir les activités traditionnelles et l'artisanat, le but étant de faire entrer sur le marché du travail les personnes qui vivent de l'aide sociale.

Un délégué employeur de l'Inde a évoqué le rôle des pays industrialisés dans la concrétisation des OMD. En dépit des obligations qu'ils sont à cet égard, les pays industrialisés n'ont pas transféré beaucoup d'argent dans les pays en développement. Il ne faut pas oublier, par exemple, que l'électricité est gaspillée dans les pays développés alors que, dans les pays en développement, 1,6 milliard de personnes n'y ont pas accès.

M. Wijkman s'est déclaré du même avis que l'intervenant précédent et a expliqué que les promesses faites par les donateurs dans le passé n'avaient pas été tenues. Néanmoins, certains pays, comme le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède, présentent un bilan très positif à cet égard et ont déjà dépassé l'objectif en consacrant plus de 0,7 pour cent du PIB à l'aide extérieure. D'autres, comme les Etats-Unis, sont à la traîne. Certes, les fonds d'aide au développement ne sont pas toujours bien utilisés; ils vont parfois dans les poches des élites ou sont gaspillés. Pour réorganiser cette aide, il a par exemple été proposé de ne transférer les fonds qu'une fois que le service aura été fourni et d'encourager les partenariats public-privé. On ne peut que se féliciter du ciblage des objectifs sociaux mais, si l'on ne soutient pas les activités productives, les gens resteront longtemps dépendants de l'aide.

M. Wijkman considère lui aussi qu'il y a un gaspillage d'électricité dans le Nord. Il estime que 15 pour cent des gains de productivité du travail enregistrés ces dernières années sont imputables au pétrole bon marché que l'on substitue au travail. Par conséquent, il y a beaucoup de gaspillage dans le système. Il faut rationaliser l'utilisation de l'électricité. La marge d'amélioration est très grande, surtout dans des pays tels que le Japon et les Etats-Unis.

Un délégué travailleur du Brésil a dit que l'économie mondiale s'est effondrée à cause de l'indiscipline des institutions. La notion d'Etat fort devrait être complétée par celle d'Etat ayant de l'autorité.

M. Modi a expliqué que l'Etat doit assumer une fonction de réglementation en laissant le marché fonctionner librement mais en veillant à ce qu'il ne soit pas utilisé à mauvais escient. L'argent épargné par les particuliers doit être strictement protégé.

M. Elkheshen a déclaré que les questions sociales, la cohésion sociale, la protection sociale et la création d'emplois sont des questions essentielles sur lesquelles l'Etat a le devoir de veiller et que tous les Etats doivent lutter contre la faim et garantir une éducation de base à tous leurs citoyens.

Une déléguée travailleuse de l'Inde a fait observer que jusque-là il avait été assez peu question du rôle de l'économie informelle. En Inde, c'est un problème particulièrement aigu dans le secteur des industries extractives, car les populations indigènes qui vivent sur les terres utilisées pour ces industries ne sont pas organisées et elles sont souvent sans défense face à l'expansion des compagnies minières. L'Inde compte au moins 2 millions de «réfugiés du développement» qui doivent être réinsérés.

M. Modi a confirmé que l'Etat, en Inde, applique un droit autocratique et que les populations indigènes devraient être parfaitement libres d'exploiter leurs terres: elles devraient être dûment dédommagées.

M. Wijkman a admis que c'est là un problème important pour l'avenir et que le moins que l'on puisse faire est effectivement de prévoir un dédommagement juste. L'Association indienne des femmes travaillant à leur compte a attiré l'attention sur la difficulté d'organiser les populations concernées, et une étude du Centre pour la science et l'environnement porte sur les conflits potentiels à propos des ressources.

M. Marques Severo a fait observer que la régulation du travail offre davantage d'options pour consolider la sécurité sociale. On a souvent tendance à réagir à une crise par la dérégulation mais celle-ci est préjudiciable aux systèmes de sécurité sociale. Au Brésil, le gouvernement a mis en œuvre des politiques pour encourager la formalisation de l'emploi; elles permettent aux travailleurs informels de régulariser leur situation et ainsi de s'affilier au régime de sécurité sociale.

Un délégué gouvernemental de la Gambie a demandé comment, compte tenu de la crise économique mondiale, résoudre au mieux les problèmes des goulots d'étranglement créés dans le secteur agricole par la difficulté d'accéder au crédit et les taux d'intérêt élevés. Se référant aux nouvelles pratiques instituées dans le secteur de la canne à sucre au Brésil, il a demandé à M. Marques Severo d'expliquer ce qu'il considère comme des bonnes pratiques.

M. Marques Severo a expliqué que, lorsqu'il a parlé de l'agriculture, il ne songerait pas à la culture de la canne à sucre; il voulait parler de l'agriculture familiale, lorsque la famille exploite ses propres terres. Le gouvernement brésilien encourage ce type d'agriculture. Au Brésil, il est encore nécessaire de lutter contre la faim, là où elle persiste.

M. Wijkman a ajouté qu'il y avait des expériences positives de culture de la canne à sucre pour l'éthanol, qui seraient adaptées pour l'Afrique et qui, dans des conditions bien définies, pourraient garantir l'accès au crédit.

Allocutions de clôture

M. Daniel Funes de Rioja, Vice-président employeur du Conseil d'administration du BIT, convient que de très grandes difficultés s'annoncent. Cependant, on assiste à une reprise des échanges et à un redressement de l'économie dans de nombreux pays. Le défi est maintenant d'assurer la viabilité budgétaire à long terme. Des politiques favorisant l'investissement sont nécessaires pour réduire le chômage. Un des principaux problèmes posés par la crise a été de protéger les travailleurs de l'économie informelle, qui ont le plus souffert. Pendant la crise, les employeurs ne se sont pas empressés de licencier. En maintenant les salaires à un bas niveau, ils ont pu conserver une bonne partie de leur personnel. Les dirigeants d'entreprise ont appris à mieux expliquer le mode de fonctionnement de leur entreprise, et les salariés, ont une meilleure compréhension des affaires, ce qui est un bon exemple de dialogue social.

La crise engendre des changements nécessaires sur le marché du travail et renforce le besoin de formation. L'Etat doit être efficient et efficace, mais il a aussi pour fonction de prendre des mesures pour promouvoir l'emploi, ce qui suppose qu'il soutienne l'entrepreneuriat et l'innovation. Certes, la régulation des marchés des capitaux est essentielle, mais des changements structurels doivent aussi être apportés au marché du travail. Harmoniser le rééquilibrage budgétaire, les politiques de l'emploi et la restructuration financière ne sera pas une tâche facile, pas plus que de faire redémarrer la création d'emplois.

Il a conclu en disant que les leçons tirées de la crise peuvent être utiles pour améliorer la situation de l'emploi et insiste sur l'importance de la viabilité des entreprises et du développement durables, ainsi que d'une plus grande cohérence du système international et de l'aide internationale au développement.

M. Trotman, Vice-président travailleur du Conseil d'administration du BIT, a rebondi sur le parallèle fait par M. Ryder lors de la première table ronde, entre la situation présente et celle de 1937. Il s'est demandé s'il existait des signes annonciateurs d'une crise sociale qui pourrait survenir après la crise financière.

Il a invité à approfondir la réflexion sur ce qui s'est passé durant la crise et sur l'interdépendance entre les pays et en leur sein. On semble s'être insuffisamment préoccupé de l'aggravation de la situation des travailleurs lorsque les banques ont commencé à aller mieux; au contraire, les gouvernements et les employeurs semblent considérer que les travailleurs sont trop riches. Les progrès réalisés à ce jour sont dus au dialogue social. Plutôt que d'imposer les sacrifices aux plus pauvres et de laisser les plus riches s'enrichir encore plus, il faudrait songer à répartir plus équitablement les richesses et à rééquilibrer l'économie mondiale. Les travailleurs s'opposent à la plus grande flexibilité du travail que de nombreux Etats d'Europe appellent de leur vœux car elle entraînerait une réduction de leurs droits.

Les débats de la deuxième table ronde ont été assez peu encourageants même s'ils ont laissé entrevoir quelques raisons d'espérer. Les intervenants ont mis l'accent sur les problèmes de pénurie de main-d'œuvre et de chômage et ont préconisé plus de formation et une meilleure prise en compte de l'environnement. M. Trotman a approuvé les observations faites sur l'aide au développement, qui serait bénéfique aux pays en développement. Il souhaiterait avoir l'occasion de poursuivre la discussion sur le rôle de l'Etat.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Réunion de haut niveau sur les réponses à la crise économique mondiale et à la crise mondiale de l'emploi</i>	
Synthèse des débats des tables rondes.....	1
Allocutions liminaires	1
Table ronde 1: Le Pacte mondial pour l'emploi et la politique macroéconomique	5
Table ronde 2: Le rôle de l'emploi productif et de la protection sociale dans la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international et des OMD	12
Allocutions de clôture	18